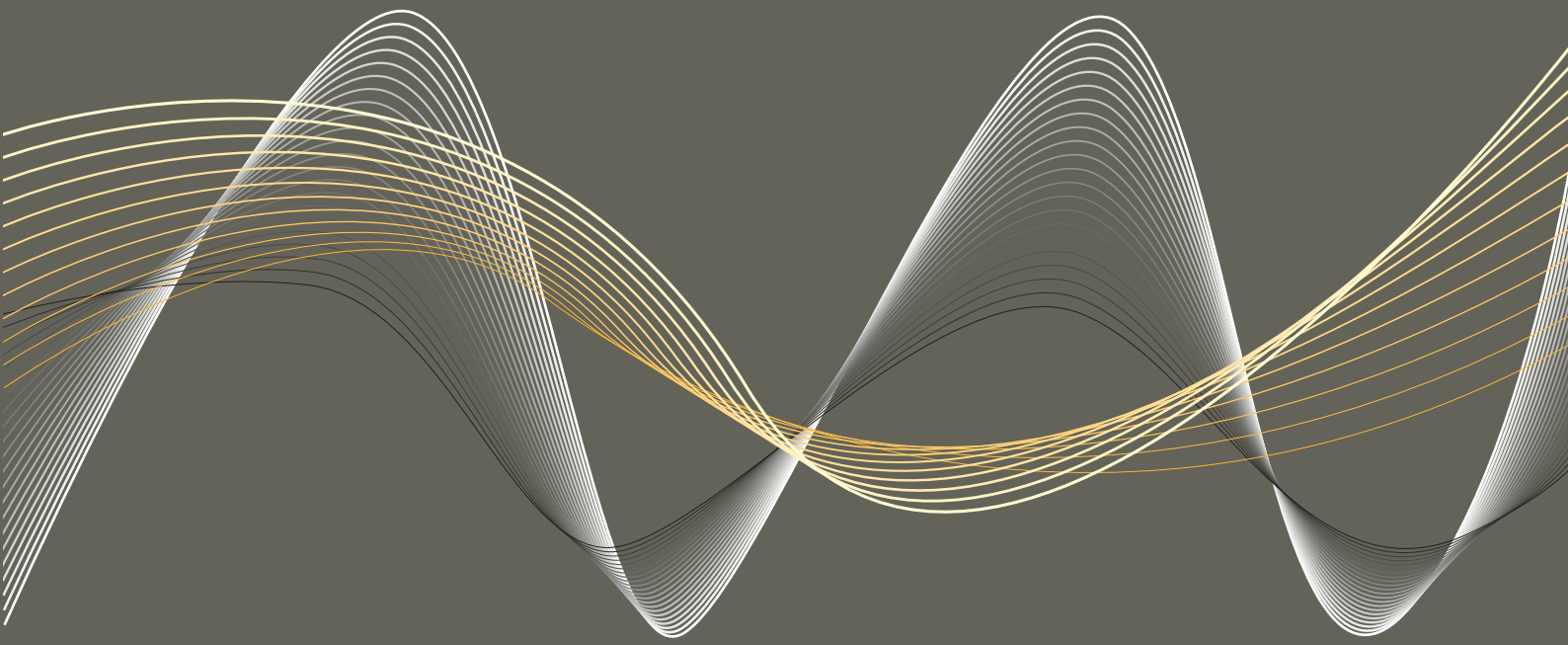
Rapport annuel

2013



SCB Cameroun

SOMMAIRE

1 INFORMATIONS GENERALES

Mot du Directeur Général 7
Chiffres clés (récapitulatif des résultats 2013) 8
Conseil d'Administration 10
Comité Exécutif SCB Cameroun 10
Comité de Direction SCB Cameroun 11
Activités commerciales 12
Centre de formation Academia 16
Faits marquants 2013 17

2 RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le contexte 21
Les activités de SCB Cameroun 23

3 ETATS FINANCIERS

Bilan actif comparé 28
Bilan passif et hors bilan comparé 29
Analyse du bilan et compte de résultats comparés 30
Notes annexes sur la présentation 32

4 RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Rapport Général des Commissaires aux Comptes 44
Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes 46

5 RESEAU D'EXPLOITATION

Réseau bancaire 49
Réseau GAB 50

1

INFORMATION GÉNÉRALE

Mot du Directeur Général	7
Chiffres clés (récapitulatif des résultats 2013)	8
Conseil d'Administration	10
Comité Exécutif SCB Cameroun	10
Comité de Direction SCB Cameroun	11
Activités commerciales	12
Centre de formation Academia	16
Faits marquants 2013	17

Mot du Directeur Général

Jamal AHIZOUNE
Administrateur Directeur Général

Conformément aux lignes de stratégie de notre plan de développement, nous avons veillé à allier extension du réseau, acquisition de nouvelles clientèles, participation au financement des projets structurants et rentabilité du modèle déployé .

Dix nouvelles agences ont ainsi été ouvertes en 2013, portant à 40 le nombre de points de vente et faisant de SCB Cameroun, le premier réseau bancaire du Cameroun, relayé par le 1er réseau de guichets automatiques.

Au delà de son support aux entreprises, SCB Cameroun s'est distinguée en 2013 par son soutien aux projets structurants initiés par certains pays d'Afrique Centrale ; c'est le cas notamment des Etats du Cameroun et du Tchad que la Banque a conseillés et accompagnés pour le placement réussi d'emprunts obligataires portant sur plus de 170 milliards FCFA.

L'année 2013 aura également été marquée par la transformation du système d'information et la bascule informatique intervenue au mois de février. La Banque dispose désormais d'un Système d'Information plus moderne, plus performant et à même d'accompagner son développement.

Au cours de cette même année, la Banque a inauguré son centre de formation à vocation régionale. Aménagé sur 3 niveaux à Douala - Bonanjo, ACADEMIA SCB est doté de fonctionnalités techniques aux meilleurs standards pour l'accueil, la formation et l'amélioration des capacités de nos collaborateurs.

Au terme de l'année 2013, les performances financières de SCB Cameroun auront été conformes aux prévisions et au niveau requis pour soutenir son développement : le PNB aura en effet progressé de 16% et le résultat net de 40% ; confortant ainsi la pertinence des choix stratégiques opérés en 2011.

CHIFFRES CLES
(recapitulatif des resultats 2013)

Consolidation de la position et amélioration significative de la rentabilité.

- Banque des particuliers PDM (crédits) **24%**
- 1ère Réseau d'agences : **40 agences**
- Relayé par un parc de **100 GAB**

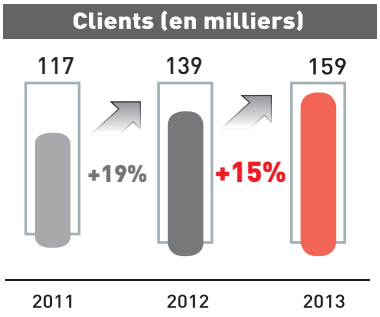
Position parmi les leaders du secteur bancaire et financier du Cameroun.

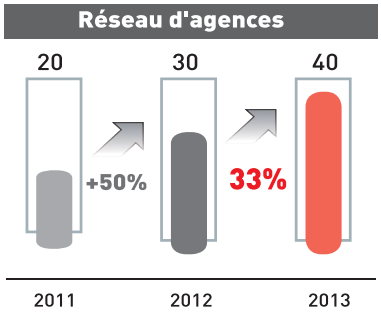
SCB Cameroun est positionnée sur le segment des particuliers avec une part de marché crédits de 24%. Au 31 décembre 2013, la banque compte 40 agences, et couvre les dix régions du Cameroun. Elle compte plus de 159 000 clients.

Son réseau large et étendu permet à ses 550 collaborateurs d'être mobilisés et dévoués pour satisfaire ses clients. Animées par un même engagement, des valeurs fédératrices, des compétences et des idées novatrices, les équipes SCB Cameroun portent haut l'étendard de leur entreprise et participent ainsi à l'atteinte des objectifs fixés à horizon 2015.

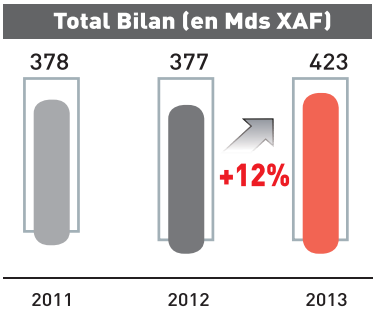
CHIFFRES CLES

Réseau & Clients

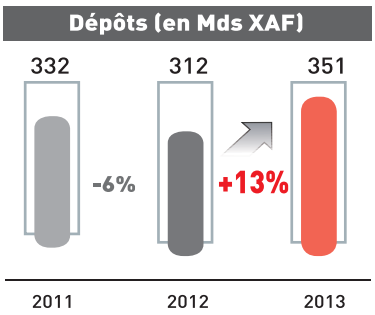


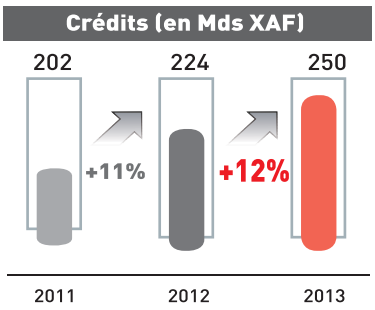


Total bilan

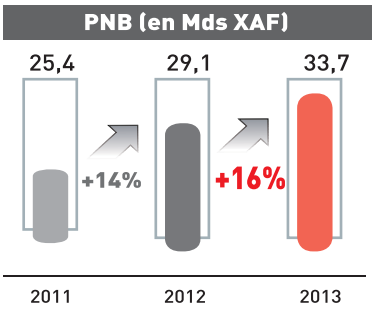


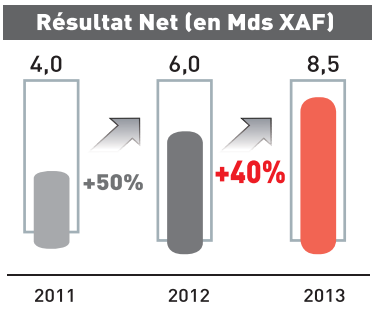
Dépôts & Crédits





PNB & Résultat





CONSEIL D'ADMINISTRATION
au 31 décembre 2013

Martin Aristide OKOUDA
Président du Conseil d'Administration

Jamal AHIZOUNE
Administrateur Directeur Général

Mohamed EL KETTANI
Administrateur
Président Directeur Général Groupe

Boubker JAI
Administrateur
Directeur Général Groupe

Dieudonné EVOU MEKOU
Administrateur

Richard EVINA OBAM
Administrateur

Ismaïl DOUIRI
Représentant permanent
Attijariwafa bank

Omar BOUNJOU
Administrateur
Directeur Général Groupe

COMITÉ EXÉCUTIF
au 31 décembre 2013

Jamal AHIZOUNE
Administrateur Directeur Général

Victor MENYE
Directeur Général Adjoint

Mohamed SEROUIS
Secrétaire Général

Daniel BOURFANE
Responsable Pôle Risque et Engagement

COMITE DE DIRECTION
au 31 décembre 2013

Présidé par le Directeur Général ou, en son absence, par le Directeur Général-Adjoint, le Comité de Direction réunit les responsables d'unités suivants :

Les membres du Comité de direction :

M. Mohamed SEROUIS,
Secrétaire Général

M. Daniel BOURFANE,
Pôle Risques

M. Naoufal BENSALAH,
Activités de Marchés

M. André GWENANG,
Pôle Risques/Plate-forme de décisions

M. Amadou HAMAN,
Direction de l'Exploitation / Région Centre Sud

M. François HANNEMANN,
Direction de l'Exploitation

M. Amine KATANE,
Audit Interne

Mme Ruth MBASSA,
Capital Humain

M. Hervé MBIADJEU,
Conformité et Sécurité Financière

Mme Viviane MVONDO,
Corporate

M. Jacques NDJEUDA,
Pôle Risques / Recouvrement

M. Denis NGANGOUM,
Contrôle de Gestion

Mme Odile NGATI,
Conseil Juridique

M. Jean-Paul NZENGANG,
Pôle Risques / Engagements

M. Joseph PEDJIOBAH,
Pôle Support / Comptabilité et Fiscalité

M. Adamou SADJO,
Pôle Support / Organisation

M Abel SIME,
Pôle Support / Systèmes d'information

M. Emile UM EONE,
Contrôle Permanent

Mme Solange YANA,
Pôle Support / Opérations

ACTIVITÉS COMMERCIALES

LA SALLE DES MARCHÉS : PRÉSENTATION ET RESULTATS

Marché des Changes : principaux produits

Market Maker sur les principales devises :

- Rapidité des cotations : que ce soit pour du spot, du terme, des options : ***Un avantage compétitif certain***
- Un excellent taux de satisfaction clientèle selon la dernière étude
- Market Maker sur le dollar avec un volume traité supérieur à 600 millions USD en 2013

Optimisation de trésorerie : principaux produits

Meilleure offre de la place :

- Placements USD & EUR à taux compétitifs
- Négociations selon le volume et la maturité
- Sécurité et disponibilité des fonds

Autres Produits

Marché Monétaire et Obligataire

- Spécialiste des Valeurs du Trésor Camerounais
- Mise à disposition de Bons du Trésor Assimilables
- Prestataires de Services d'Intermédiation à la DSX
- Ventes de titres Zone CEMAC

Analyse & Recherche

- Envoi quotidien / mensuel de notes de recherche et d'information : Daily & Monthly
- Suivi personnalisé des expositions de nos clients
- Lecture affinée du marché en interne

Conservation des titres

- Conservation des actifs
- Dépositaire OPCVM
- Leader en terme de volumes traités
- Conservation de titres pour investisseurs internationaux

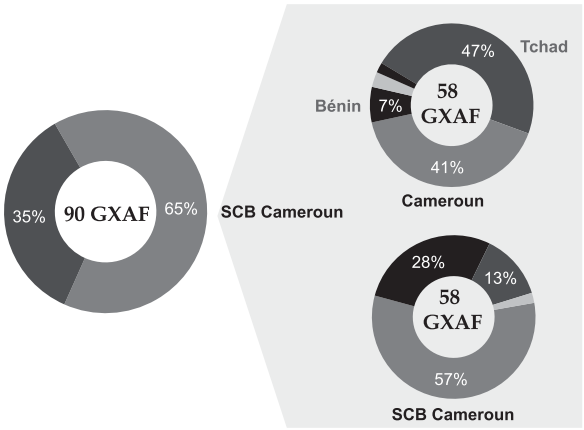
Couverture des matières premières

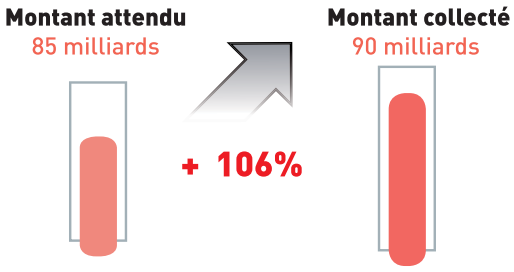
- Marché agricole (***Huile de Palme, Cacao, Café, blé, etc.***)
- Marché de l'énergie (***Jet Fuel, Gasoil, Fuel Oil, IPE Brent***)
- Marché des métaux ferreux et non ferreux (***Minerai de Fer, Cuivre, Zinc***)
- Marché des métaux précieux (***Or, Argent, Palladium***)
- Simulation sur les risques du sous-jacent au Fret

Emprunt de l'Etat du Tchad – Septembre à Novembre 2013

SCB Cameroun : Co-chef de file

Montant de l'emprunt : **85 milliards FCFA**
Taux : **6% net**
Maturité : **05 ans sans différé**
Fonds collectés : **90,3 milliards**



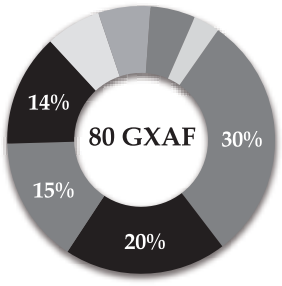


L'Etat du **Tchad** a demandé et obtenu l'accord du FMI pour exercer l'option de lever, à hauteur maximale, les fonds collectés.

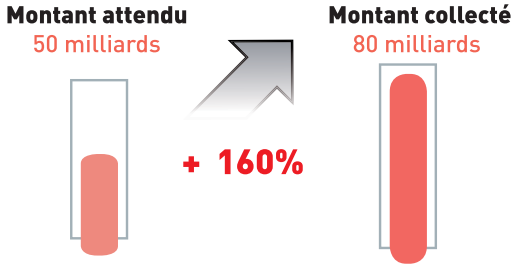
Emprunt de l'Etat du Cameroun – Décembre 2013

SCB Cameroun : Conseil - Arrangeur

Montant de l'emprunt : **50 milliards FCFA**
Taux : **5,90% net**
Maturité : **05 ans, différé 1 an**
Fonds collectés : **80 milliards FCFA**



SCB Cameroun	PDM (capitaux)
Particuliers	53%
Entreprises	17%
Institutionnels	56%
Banques	11%



l'Emetteur et l'Arrangeur ont convenu d'exercer l'option de lever, à hauteur maximale, les fonds collectés et demander l'inscription du titre à la côte de la bourse de Douala.

CORPORATE

Activité

- **Crédits :** Augmentation de + 6,5% avec une prépondérance sur les opérations court terme ;
- **Crédit à court terme :** Progression + 18% ;
- **Dépôts :** Augmentation +13,5% grâce aux nombreux versements aux guichets.

Les Plus de 2013

- Participation au financement des projets structurants (KPDC et les pénétrantes Est et Ouest de Douala) ;
- Renforcement des capacités des équipes commerciales ;
- Amélioration de la communication ***(supports de communication dédiés et documentation commerciale pour le Trade Finance, Cash Management et Crédit Bail).***

EXPLOITATION

1. Le renforcement de la proximité avec la clientèle par le biais de l'extension du réseau d'agences et l'optimisation des canaux de distribution à la disposition de la clientèle.

Extension réseau :

- 10 nouvelles agences ouvertes portant le total à 40 agences en fin 2013 ;
- Agrandissement du Parc de GAB/DIB pour 93 automates en 2013, dont 04 en dehors des agences (SED, Etat major et Mindef).

2. Le développement du portefeuille clients et des activités commerciales.

- Recrutement de nouveaux clients :
  - 22.650 nouveaux clients avec 103 entreprises PME/PMI et 39% de jeunes clients.
- Collecte des ressources :
  - *130 milliards de collecte dans le réseau PP*
  - *14.5 Milliards par les centres d'affaires*
  - *Parts de marché : 11.3% de part de marché sur les 13 banques de la place.*

Score : Augmentation de 5% de nos encours de collecte par rapport à 2012.

- *Crédits*
- *77 milliards de crédits dans le réseau PP*
- *7.7 milliards aux PME*

Score : La diffusion de nouveaux process de prise de décision sur les crédits hors normes a permis une meilleure maîtrise des risques de crédits aux particuliers.

- *Activité : Western Union ;*
- *Envois : Augmentation 132% par rapport à l'année 2012 ;*
- *Paiements : + 51% par rapport 2012.*

3. Amélioration des compétences et renforcement de la proximité managériale des lignes hiérarchiques du marché.

- *Formations commerciales*
- *Accompagnement de proximité*
- *Lancement des actions terrains*

OPERATIONS & TRAITEMENTS

BANQUE MULTI-CANAL

La Banque Multi-canal créée en 2013 regroupe les activités de la monétique et de banque à distance.

La monétique SCB Cameroun c'est :

- **100 579** porteurs de cartes
- Près de **100 GAB** répartis sur l'ensemble du territoire avec une progression du nombre de retraits de 43% et des montants rétirés de 17% par rapport à l'année dernière.

OPERATIONS INTERNATIONALES ET DOMESTIQUES

Une soixantaine de collaborateurs aguerris et formés travaillant sur deux sites s'occupent du traitement des opérations internationales, nationales et autres assimilées.

Chiffres clés de l'année 2013

Capitaux(MXAF) : **1035,1 MRDS DE XAF**

Volumétrie : **+ 20 790** operations traitées

- En valeur émises : 460 milliards pour plus de 193 000 opérations.
- En valeur reçues : 400 milliards pour plus de 230 000 opérations.

CAPITAL HUMAIN

Situation des ressources humaines au 31 décembre 2013

- **550** collaborateurs CDI et CDD répartis ainsi qu'il suit :
  - **4** cadres expatriés
  - **165** personnes cadres camerounais
  - **385** personnes agents de maîtrise et employés
- **45%** de Femmes et **55%** d'Hommes .
- Moyenne d'âge **42 ans**.
- Recrutements jeunes diplômés de l'enseignement supérieur : 84 nouvelles recrues (Age maximal 27 ans)
- Départs de la banque : **34** départs dont **20** retraites, **3** licenciements, **2** décès, **2** démissions et **7** fins CDD

Formation des collaborateurs

- Nombre de collaborateurs formés : **350**
- Types de formation
  - Nouveaux viviers de commerciaux (***destinés aux Directeurs d'agence, Gestionnaires et Agents polyvalents***) ;
  - La gestion des opérations liées aux moyens de paiement (***destinés aux opérateurs back office et gestionnaires***) ;
  - Les nouveaux services tels que Western Union, (***polyvalents WU***) ;
  - Lancement des campagnes commerciales.

Centre de formation : ACADEMIA SCB

Présentation de Académia SCB

Située à la rue Ivy à Bonanjo, Centre administratif de la ville de Douala, ACADEMIA SCB a été inaugurée le 10 mai 2013. Le site est aménagé sur 3 niveaux avec un espace pédagogique doté de fonctionnalités techniques aux meilleurs standards pour l'accueil et l'amélioration des capacités des collaborateurs.

ACADEMIA SCB a pour vocation première d'être un centre de formation régional et à ce titre, ses 5 salles de formation et autres espaces pédagogiques ont pour noms de baptême certains fleuves qui arrosent l'Afrique.

La salle de conférence

- WOURI : **100 places**

Les salles de formation

- SANAGA (Cameroun) : **20 places**
- OUBANGUI (Centrafrique) : **12 places**
- KOMO (Gabon / Guinée équatoriale) : **12 places**
- SOUROU (Burkina Faso) : **12 places**
- MONO (Benin / Togo) : **10 places**

Les plus

- Une bibliothèque **CHARI** (Cameroun / Tchad)
- Une agence école **BENOUE** (Cameroun)
- Des espaces d'accueil **OUM ERRABIIA** (Maroc)
- Des espaces de vie **TWIN LAKES** (Cameroun)
- Un bureau pour le responsable de l'ingénierie pédagogique & administration générale
- Une salle de restauration

Les missions de Académia SCB

ACADEMIA SCB s'adresse aux nouvelles recrues de la Banque, aux promus avant leur prise de fonction et au personnel de la SCB ou d'autres institutions financières ayant besoin d'une mise à niveau ou d'un renforcement de capacités dans les domaines de la banque et de la finance.

Outre les parcours internes de formation, d'autres thèmes portent aussi bien sur les fondamentaux des métiers de l'industrie bancaire et financière que sur les sujets pointus. L'objectif est de transmettre un savoir-faire opérationnel avec les meilleures pratiques maîtrisées par nos formateurs, à la fois praticiens reconnus et experts de la pédagogie.

Déroulement de la Formation

Les durées de formation varient selon les parcours, thèmes et sujets abordés. Il s'agit de véritables cours, séquencés sur quelques jours ou plusieurs semaines avec une interactivité entre les apprenants et les enseignants. La mise en relation des apprenants entre eux est encouragée afin d'échanger leurs expériences et résoudre les cas pratiques.

Les différents modules de formation sont adaptés aux contraintes professionnelles des apprenants.

FAITS MARQUANTS 2013

- Célébration Journée Internationale de la femme
- Célébration Fête du travail, le 1er Mai
- Célébration fête d'au revoir aux retraités 2013

• SCB CAMEROUN poursuit sa politique de rajeunissement des effectifs pour rééquilibrer sa pyramide d'âge. A la prise de contrôle par le groupe Attijariwafa Bank en avril 2011, la moyenne d'âge était de 55 ans, elle a été ramenée aujourd'hui à 42 ans.

Pour l'année 2013, 84 nouvelles recrues avec une moyenne d'âge de 25 ans pour 20 départs à la retraite à 60 ans.

• Un Centre de formation ACADEMIA SCB Cameroun répondant aux standards a été inauguré le 10 mai 2013 en marge du Conseil d'Administration et en présence de M. JAÏ, Directeur Général du Groupe. Plus de 350 collaborateurs ont déjà été accueillis pour des formations multi-métiers.

• A l'occasion de la Journée Internationale de la femme le 8 mars, la Direction Générale a offert après le traditionnel défilé, un déjeuner à toutes les collaboratrices et une douceur de chocolat.

• L'organisation de la fête de travail le 1er mai et les cérémonies de présentation des vœux de fin d'année dans les principaux pôles géographiques d'activités de la banque *(Douala, Yaoundé, Garoua)* ont aussi été des moments de réjouissances et d'échanges pour la consolidation d'une culture d'entreprise, valeur essentielle du groupe Attijariwafa Bank.

• La première édition de la fête aux retraités le 6 décembre 2013, moment de reconnaissance des bons et loyaux services pour le Personnel retraité par la Direction Générale et le Personnel en activité.

2

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Contexte 21
Les activités de SCB Cameroun 23

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
Assemblée Générale Ordinaire du 10 Mai 2014

AVIS DE CONVOCATION

Conformément aux dispositions des statuts de la banque harmonisés avec l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE , messieurs les Actionnaires de la Société Commerciale de Banque Cameroun (SCB Cameroun), société anonyme au capital de dix milliards (10 000 000 000) de FCFA, immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier sous le numéro 89 S 152 – RC/YAO/2011/M/92, sont convoqués en Assemblée générale ordinaire, le 10 mai 2014 au siège de la Direction Générale, sis 530 rue du Roi George – Douala (Cameroun), à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale ordinaire et Rapport général des Commissaires aux comptes sur les états financiers de l'exercice clos au 31 Décembre 2013 – Approbation des comptes
2. Rapport spécial des Commissaires aux comptes
3. Affectation des résultats
4. Ratification des dépenses du Conseil d'administration pour l'exercice 2013, fixation de celles de l'exercice 2014 et fixation de la rémunération annuelle globale allouée au Conseil d'administration pour l'exercice 2014
5. Quitus aux Administrateurs
6. Questions diverses
7. Pouvoirs

Conformément aux statuts de votre société en ses articles 32 et 33 vous avez été convoqués en Assemblée Générale ordinaire, pour prendre connaissance des conditions dans lesquelles les activités de la Société Commerciale de Banque Cameroun (SCB Cameroun) se sont inscrites au cours de l'exercice 2013, des résultats atteints , et pour recevoir en vue de leur approbation, les Comptes au 31 Décembre 2013 arrêtés par votre Conseil d'Administration.

I. CONTEXTE

L'économie mondiale a été marquée au cours de l'année 2013 par les grandes difficultés de la zone euro et la question du chômage des jeunes et des seniors dans la majorité des pays dits avancés.

Si le taux de croissance de l'économie s'est nettement amélioré aux Etats-Unis, celui de la zone euro a été beaucoup plus modeste voire proche de zéro, en raison notamment des difficultés des pays du sud de l'Europe ressenties dans les économies plus résistantes.

En ce qui concerne les pays émergents, porteurs de la croissance mondiale depuis quelques années, elle s'est ralentie en 2012 et 2013 à la suite de la diminution de leurs débouchés à l'exportation, mais reste à un niveau enviable. Il convient de noter dans ce cadre, le ralentissement de l'économie chinoise malgré des mesures d'assouplissements monétaires. Les données du Fonds Monétaire International indiquent que l'Afrique est devenu l'un des poumons de l'économie mondiale et donc un des leviers de la croissance internationale, en comptant sur son sol la moitié des pays qui croitront de plus de 5%.

L'économie camerounaise se trouve quant à elle à la croisée des chemins, sachant que le programme gouvernemental des grandes réalisations a pour objectif de conduire le pays à l'émergence à horizon 2035, l'arrimer à la modernité et réduire la pauvreté et les inégalités.

L'année 2013 a connu dans cette optique, un coup d'accélération dans la mise en œuvre des décisions financières et opérationnelles concernant le secteur énergétique, véritable pré-requis du développement des activités industrielles et commerciales et facteur de bien-être et de confort pour les ménages.

Malgré un environnement international atone, marqué par des risques de récession chez la plupart des pays occidentaux partenaires extérieurs du Cameroun ; la croissance de l'économie s'est maintenue sur les chemins de l'accélération empruntés depuis 2010 avec un taux dont l'estimation est révisée à 4,8% à fin 2013 et une inflation contenue en dessous de 3%. L'accroissement de l'évolution du PIB a été soutenu par les bonnes performances de l'agriculture de rente, des industries agro-alimentaires, de certaines branches du secteur tertiaire tels les transports et les banques et le rebond du secteur pétrolier.

Les opérations financières de l'Etat se sont bien tenues, en ligne avec les tendances du Budget 2013, grâce à un effort significatif de recouvrement des recettes fiscales et à la maitrise de l'augmentation des dépenses publiques de fonctionnement.

Les orientations données pour la construction du projet de programmation budgétaire pour l'exercice 2013 s'appuient sur une hypothèse de taux de croissance du PIB basée sur les

moteurs suivants :

- Accélération des grands projets
- Redynamisation des filières créatrices de valeur ajoutée (première transformation, tertiarisation de l'économie)
- Augmentation de l'investissement public
- Consolidation de la balance commerciale à travers l'accroissement des exportations et la maitrise des importations notamment par la stimulation de la production locale de denrées alimentaires
- Mise en œuvre de l'agriculture de 2ème génération par la mécanisation et l'utilisation d'intrants à haut rendement
- Diversification des sources de financement de l'économie
- Amélioration de la gouvernance économique et de la gestion des finances publiques.

Il est par ailleurs important de noter que l'Etat a le souci, face aux besoins importants de financements extérieurs, d'assurer la soutenabilité de l'endettement qui s'accroit très rapidement.
Le cadrage budgétaire de l'Etat du Cameroun pour l'année 2013, organisé sur la base des budgets programmes et qui s'équilibre en recettes et dépenses a été bati autour des hypothèses suivantes :

- *Croissance du PIB à 6,1% révisée a 4,8%*
- *Inflation contenue à un taux en dessous de 3%*

Fondamentalement, il s'agira pour le Cameroun d'arriver au cours des prochaines années à une croissance du PIB proche de deux chiffres, de sorte que les effets de cette évolution puissent être ressentis par les populations qui tardent encore à percevoir le bénéfice réel des stratégies de réduction de la pauvreté.

II. ACTIVITES DE SCB CAMEROUN

Au cours de l'exercice 2013, les activités de la Banque se sont deroulées dans le contexte national et international décrit ci-dessus, et marqué pour le secteur bancaire, par des attaques de la concurrence sur plusieurs plans : conquête, collecte, rachats d'engagements, etc.

Synthèse des activités de la Banque en 2013

a) Activité commerciale

- La création de 10 nouvelles agances portant le réseau de 30 à 40 points de ventes y compris deux centres d'affaires dédiés à la clientèle PME/PMI (Douala et Yaoundé) et deux agences de banques privées destinées à la clientèle des particuliers haut de gamme.

- La mise en marche d'une offre rénovée de crédit aux particuliers, incluant le crédit immobilier.

b) Organisation

- La mise en œuvre, qui a abouti aux premiers mois de 2013 de la transformation du Système d'information appelé à soutenir le développement des activités de la Banque au cours des 15à 20 prochaines années.

c) Capital Humain

- Le recrutement et la formation de 84 jeunes pour staffer les nouvelles agences et construire la Banque de demain.
- La formation des formateurs et des utilisateurs dans le cadre du projet de transformation SI.

- L'achèvement des travaux de l'Académie SCB Cameroun, espace de formation des équipes de la Banque (nouvelles recrues, collaborateurs promus à de nouvelles fonctions, personnel en besoin de renforcement de capacités) ; la vocation de cette Académie étant de rayonner sur la sous-région, en ouvrant ses portes aux collègues des autres filiales du Groupe en zone CEMAC.

L'effectif total total des collaborateurs de la Banque au 31 Décembre 2013 était de 550 personnes, 55% hommes et 45% femmes contre 515 en 2012. Le taux d'encadrement est de 30% (23% chez les femmes et 36% chez les hommes)

La moyenne d'âge a été ramenée à 42 ans. La politique de rajeunissement des effectifs, assortie du relèvement du niveau de formation initiale se poursuit, permettant dans le cadre d'un mix entre anciens et nouveaux collaborateurs de faire face aux besoins d'extension du réseau et de remplacement dans les équipes opérationnelles du Siège.

Au plan social, les employés de SCB Cameroun bénéficient de divers avantages parmi lesquels : la prise en charge des soins médicaux et pharmaceutiques, les facilités d'accès aux crédits, l'inscription à des formations internes et externes, à des séminaires techniques spécialisés à la charge de la Banque.

Ces actions ont permi au cours de l'exercice 2013, deuxième année pleine de gestion de la Banque par le nouvel actionnaire de référence, de consolider ses bases et d'atteindre les objectifs de son plan stratégique tant en termes de résultats commerciaux et financiers qu'en termes de construction des fondements d'un établissement solide capable de résister aux aléas conjoncturels. A mi-parcours du Plan stratégique 2015, l'exercice aura démontré la pertinence des choix opérés lors de formalisation de ce programme.

Au niveau institutionnel et réglementaire le marché bancaire de la CEMAC n'a enregistré aucune évolution significative, si l'on excepte la relance du projet monétique sous-régional à travers le GIMAC qui remplace la SMAC et l'OMAC .

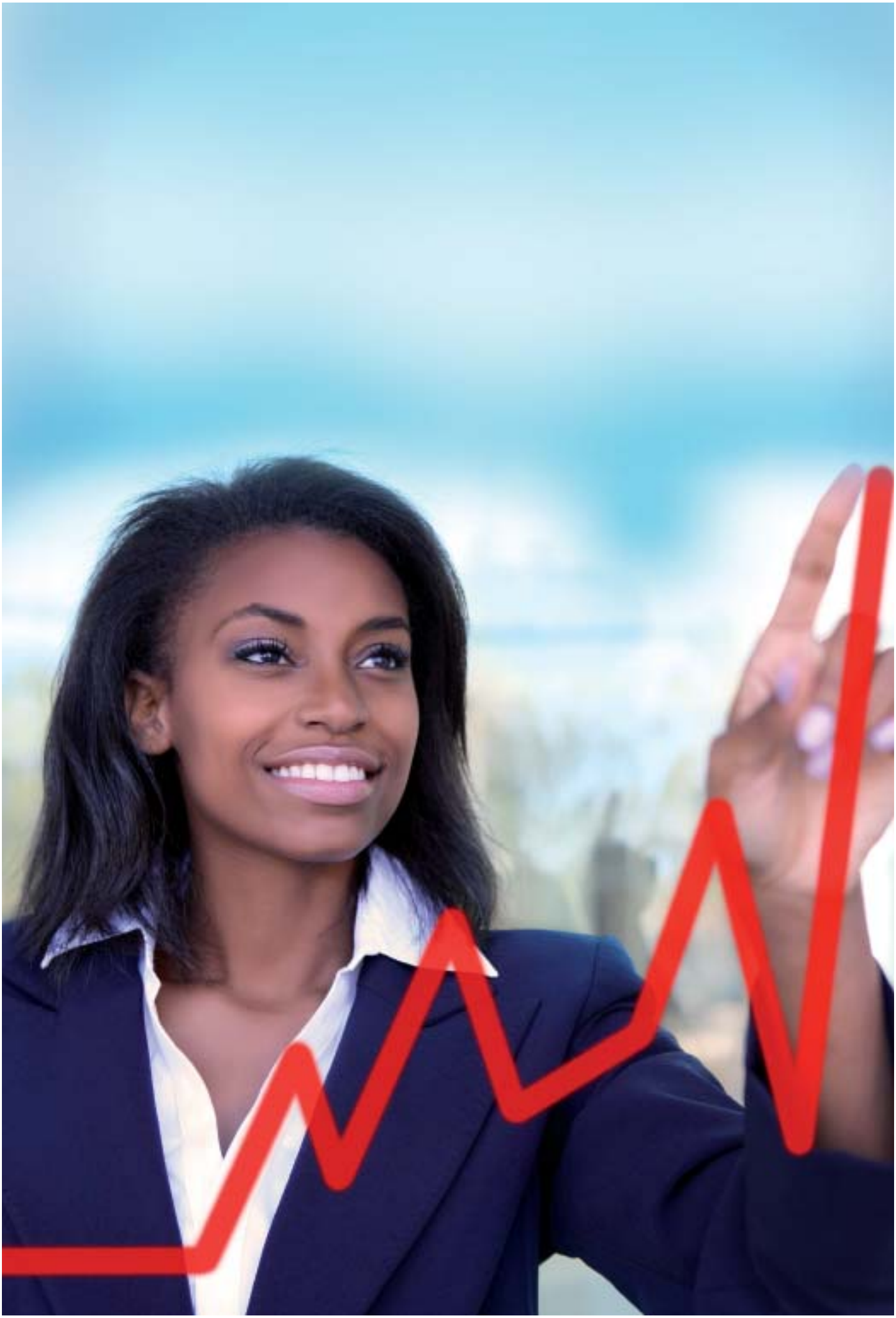
Les deux banques publiques créées par l'Etat du Cameroun et dont le capital individuel a été entièrement libéré en 2012 ne devraient finalement commencer leur activités opérationnelles qu'en 2014 après obtention de l'agrément des autorités monétaires.

Risques de contrepartie et risques opérationnels

La surveillance des risques à l'entrée en relation des risques de contrepartie des risques opérationnels et des risques de marchés est excercées par des structures dédiées : conformité /sécurité fiancière, suivi des engagements, contrôle permanent, audit interne, et managers hiérarchiques ; les outils spécifiques pour une efficacité accrue de ces controles sont progressivement améliorés.

Ratios prudentiels

Les principaux ratios prudentiels de gestion étudiés et suivis par la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale sont dans leur ensemble bien respectés par notre établissement.



3

ETATS FINANCIERS

Bilan actif comparé	28
Bilan passif et hors bilan comparé	29
Analyse du bilan et compte de résultats comparés	30
La présentation des comptes	32

ETATS FINANCIERS
BILAN ACTIF COMPARE

Libellé	Notes	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013	Variation
Immobilisations	3	18 166 509 790	14 580 929 656	-20%
Titres de participations & titres immobilisés	4	32 408 725 000	37 210 230 000	15%
Crédits à la clientèle	5	206 819 364 899	233 122 932 217	13%
Chèques et effets à recouvrer	6	4 907 416 133	8 005 630 823	
Valeurs reçues en pension ou achetées ferme	7	600 000 000	1 000 000 000	67%
Titres de placement	8	5 687 427 500	20 271 978 583	256%
Autres opérations interbancaires et de trésorerie	**9**	**104 901 638 979**	**102 773 746 444**	**-2%**
- A terme (comptes à terme des correspondants)		1 780 685 922	6 893 925 723	287%
- A vue		69 024 953 057	57 069 820 721	-17%
- Prêt au jour le jour correspondant		34 096 000 000	38 810 000 000	14%
- Créances douteuses sur les correspondants		0	0	
Comptes de régularisation et divers	10	3 056 348 945	5 594 851 219	83%
Total actif		**376 547 431 246**	**422 560 298 942**	**12%**

ETATS FINANCIERS
BILAN PASSIF ET HORS BILAN COMPARE

Libellé	Notes	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013	Variation
Capital		10 000 000 000	10 000 000 000	0%
Réserve, report à nouveau et réserves libres		12 982 554 772	14 232 163 403	10%
Résultat en attente d'affectation				
Résultat de l'exercice		6 049 608 631	8 488 697 015	40%
Situation nette		**29 032 163 403**	32 720 860 418	13%
Provisions pour risques & charges		3 906 955 587	3 763 653 244	-4%
Autres ressources permanentes		5 190 361 862	4 706 562 147	-9%
Total capitaux permenent	**11**	**38 129 430 852**	41 191 075 809	8%
Comptes créditeurs de la clientèle	12	312 343 128 057	350 788 259 599	12%
Comptes exigibles après encaissement	13	4 860 732 541	7 979 673 203	64%
Banque et établissements financiers	14	9 209 284 982	7 037 987 153	-24%
- A termes		1 000 000 000	0	-100%
- A vue		8 209 284 982	7 037 987 153	-14%
Comptes de régularisation & divers	15	12 004 804 814	15 563 303 178	30%
Total actif		**376 547 431 246**	**422 560 298 942**	**12%**

Libellé	Notes	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013	Variation
Engagements donnés en faveur de la clientèle	16	102 356 256 205	90 812 289 583	-11%
Engagements donnés en faveur des inter. financiers		4 531 153 900	3 503 241 131	-23%
Intérêt & taxes sur créances douteuses		21 120 439 667	23 560 036 276	12%
Engagements reçus de la clientèle		438 336 783 057	360 550 888 107	-18%
Opération de change à terme		17 987 703 012	18 626 972 667	4%
Total actif		**4 628 173 523**	**5 342 921 430**	**15%**

ANALYSE DU BILAN ET COMPTE DE RESULTATS COMPARES

Libellé	Notes	31 Décembre 2012 en Fcfa	31 Décembre 2013 en Fcfa	Variation
Intérêts sur opérations bancaires		17 864 758 869	19 096 772 661	7%
Commisssions sur services bancaires		13 769 690 248	17 382 556 770	26%
Intérêts sur les comptes de correspondants		17 032 045	17 801 090	5%
Produits bancaires (hors revenus sur titrisation)	**23**	**31 651 481 162**	**36 497 130 521**	**15%**
Intérêts servis aux clients et commissions bancaires		2 849 888 565	2 703 679 124	-5%
Intérêts servis sur opérations de trésorerie		9 268 753	75 824 443	718%
Charges sur opérations bancaires diverses		404 901 367	958 536 563	137%
Charges sur ressources permanentes		0	0	
Charges bancaires	**24**	**3 264 058 685**	**3 738 040 130**	**15%**
Marges bancaires nettes (y compris revenus sur titrisation)		28 387 422 477	32 759 090 391	15%
Intérêts perçus sur titrisation		568 108 950	613 088 966	8%
Marges bancaire nette (y compris revenus sur titrisation)	**25**	**28 955 531 427**	**33 372 179 357**	**15%**
Frais de personnel		7 613 399 296	8 140 020 682	7%
Impôts et taxes		312 372 805	345 195 485	11%
Charges exploitation diverses		7 399 981 656	9 174 152 607	24%
Total des frais généraux hors dotations aux amortissements	**26**	**15 325 753 757**	**17 659 368 774**	**15%**
Dotations aux amortissements	**27**	**2 520 855 512**	**1 962 904 920**	**-22%**
Total des frais généraux		**17 846 609 269**	**19 622 273 694**	**10%**

ANALYSE DU BILAN ET COMPTE DE RESULTATS COMPARES (suite)

Libellé	Notes	31 Décembre 2012 en Fcfa	31 Décembre 2013 en Fcfa	Variation
Commissions nettes/services non bancaires		0		
Résultat brut d'exploitation	28	11 108 922 158	13 749 905 694	24%
Réprise amortissement	29	1 134 685 971	484 118 765	-57%
Dotations aux provisions sur créances douteuses		2 181 296 776	2 514 466 061	15%
Reprises provisions sur créances douteuses		550 615 328	868 063 345	58%
Dotations autres provisions risques et charges		1 178 133 587	289 909 602	-75%
Réprise autres provisions risques et charges		281 195 741	403 501 696	48%
Pertes sur créances		140 790 819	840 503	-99%
Dotation nette aux provisions	30	-2 668 410 113	-1 533 651 125	-43%
Résultat net d'exploitation		9 575 198 016	12 700 373 303	33%
Produits et pertes exceptionnels				
Produits et profits divers		113 085 157	327 036 817	189%
Charges exceptionnelles		278 955 044	228 928 511	-18%
Résultat exceptionnel	31	**-165 869 887**	**98 108 306**	-159%
Résultat avant impôt		9 409 328 129	12 798 481 609	36%
Impôt sur les societés		3 359 719 528	4 309 784 594	28%
Résultat net à affecter		**6 049 608 601**	**8 488 697 015**	**40%**

LA PRESENTATION DES COMPTES

PRINCIPES COMPTABLES

Les principes comptables fondamentaux appliqués pour l'élaboration des états financiers sont récapitulés ci-après :

Note 1 - Normes comptables appliquées

Les comptes de SCB Cameroun ont été établis selon les règles édictées par la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC) et applicables aux établissements de crédit au Cameroun.

Note 2 - Base de conversion des comptes en devises

Les créances, dettes et engagements bilan et hors bilan libellés en devises ont été convertis sur la base des cours de change en vigueur à la date d'arrêté des comptes.
Les notes ci-après complètent et commentent l'information donnée au bilan et dans le compte de résultat. Les chiffres sont exprimés en millions de francs CFA.

BILANS COMPARES AU 31 DECEMBRE 2013

Note 3 – Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût historique et les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire. Les taux d'amortissements utilisés correspondent aux taux fiscaux en vigueur en République du Cameroun.
Les immobilisations nettes s'élèvent à FCFA 14 581M au 31/12/2013, contre FCFA 18 166 M en 2012 soit une baisse de 20%. Cette dernière est justifiée par la mise en « lease-back » auprès de Alios Finance Cameroun, des investissements (FCFA 6 087 M) réalisés dans le cadre du projet MEHARI, qui figuraient en immobilisations en cours au 31 décembre 2012.

Note 4 – Titres de participation et titres immobilisés

Ce poste contient l'encours de la créance titrisée sur l'Etat du Cameroun, soit FCFA 22 679 M, représentant la tranche à 30 ans, remboursable en 2026 ; figurent également dans cette rubrique, l'encours (FCFA 6 398 M) de l'emprunt obligataire émis par l'Etat du Cameroun (ECMR 5,6%) dont le deuxième remboursement est intervenu le 29/12/2013. Au cours de l'exercice, SCB Cameroun a acheté pour FCFA 3 000 M d'obligations à 6% émises par la République du Tchad, ainsi que FCFA 5 000 M de l'emprunt obligataire à 5,9% émis par l'Etat du Cameroun. Il faut souligner que SCB Cameroun a été arrangeur dans ces dernières opérations.
En substance, au 31/12/2013, l'encours global des titres d'investissement est de 37 210 M FCFA dont FCFA 14 398 M d'emprunt obligataire, FCFA 22 679 M de dette titrisée et FCFA 134 M de

titres de participation.

Note 5 – Crédits à la clientèle

Les crédits à la clientèle représentent un encours global de FCFA 233 123 M contre FCFA 206 820 M l'exercice dernier. Elles progressent de 13%. En ligne avec les objectifs annuels de la Banque, visant à augmenter ses engagements sains. Elles comprennent également les encours nets des créances douteuses et litigieuses. La répartition par nature d'encours est la suivante :

Libellé	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Crédits court terme	47 994	57 314
Créances rattachées C CT	757	927
Crédits moyen terme	1 19 968	123 670
Comptes débiteurs de la clientèle	34 545	48 682
Créances douteuses et litigieuses	21 612	22 211
Provisions pour créances douteuses et litigieuses	-18 056	-19 681
TOTAL	**206 820**	**233 123**

Les crédits à court terme augmentent de 9%. Les crédits à moyen terme s'améliorent de 3%, tandis que les découverts passent de FCFA 34 545 M à FCFA 48 682 M, soit une augmentation de FCFA 14 137 M en valeur absolue, représentant 41% en valeur relative. Les créances douteuses et litigieuses augmentent seulement de 3%, signe de la maîtrise du risque de crédit, elles sont provisionnées à hauteur de 89%.

Les comptes débiteurs de la clientèle enregistrent une hausse de 8,25%, notamment sur les entreprises privées pour FCFA 2 086 M et sur les particuliers pour FCFA 317 M FCFA.

Notes 6 – Chèques et effets à recouvrer

Sous cette rubrique on retrouve les chèques escomptés ainsi que les effets et chèques reçus des clients FCFA 7 047 M, FCFA 933 M des chèques et effets reçus des correspondants pour encaissement, dont la contrepartie est logée dans un compte d'attente au passif intitulé « comptes exigibles après encaissement ». Ces sommes ne seront portées aux comptes des clients qu'après recouvrement effectif des valeurs. Au 31 décembre 2013, le total des chèques et effets à recouvrer était de FCFA 4 907 M. Ils enregistrent au 31/12/2013, une hausse de FCFA 3 098 M en valeur absolue, soit 63% en valeur relative.

Note 7 – Valeurs reçues en pension ou achetées ferme

Sous cet intitulé sont enregistrés les prêts interbancaires aux établissements financiers,

consentis contre remise en garantie des valeurs qui seront restituées au dénouement des opérations. Le montant y figurant représente le prêt accordé à SOCCA pour FCFA 1 000 M.

Note 8 – Titres de placement

Cette rubrique abrite les bons du Trésor assimilables (BTA) émis par la République du Cameroun. L'encours est passé de FCFA 5 687 M au 31 décembre 2012 à FCFA 20 272 M à fin 2013. Soit une progression de 256 %. Ceci se justifie par l'impulsion qui a été donnée par la banque à l'activité de marché au courant de la période sous revue.

Note 9 – Autres opérations interbancaires et de trésorerie

- **à terme**

Les opérations à terme connaissent une forte hausse, passant de FCFA 1 781 M au 31 décembre 2012 à FCFA 6 894 M au 31 décembre 2013, y figure l'encours (FCFA 6 088 M) du prêt qui a été consenti à Alios Finance.

- **à vue et au jour le jour**

Les opérations à vue comprennent les soldes des comptes NOSTRI à vue ouverts auprès des banques associées et non associées, dont AWB (FCFA 10 385 M), Crédit Agricole SA (FCFA 12 380 M).

Les opérations au jour le jour concernent principalement les réserves obligatoires constituées auprès de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC).

Note 10 – Compte de régularisation et divers actif

Libellé	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Débiteurs divers	803	1 189
Charges comptabilisées d'avance	808	613
Produits à recevoir	418	557
Succursales et agences locales	1 027	3 236
TOTAL	**3 056**	**5 595**

Les débiteurs divers sont pour l'essentiel constitués des cantonnements (FCFA 654 M) opérés sur le compte de SCB Cameroun, dans les livres de la Banque Centrale, suite à diverses affaires opposant la banque aux tiers ou aux clients. Le montant déclaré dans cette rubrique est net des

provisions.

Les charges comptabilisées d'avance sont constituées pour l'essentiel :
- *des intérêts précomptés sur les bons de caisse*
- *des cotisations diverses*
- *des loyers sur les immeubles professionnels et résidentiels*

Les sommes enregistrées dans la rubrique « agences et succursales » sont constituées d'opérations de recouvrement et de trésorerie pour FCFA 424 M et de soldes débiteurs des comptes de compensation pour FCFA 2 414 M.

Note 11 – Capitaux permanents

Libellé	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Capital	10 000	10 000
Provisions pour risques et charges	3 906	3 763
Réserves	1 615	1 615
Report à nouveau	11 368	12617
Autres ressources permanentes	5 194	4 707
Résultat de l'exercice	6 050	8 489
TOTAL	**38 133**	**41 191**

Suite à la répartition du résultat de 2012, FCFA 1 249 M ont été affectés au report à nouveau. Le montant de FCFA 4 707 M constitue le solde de l'écart de réévaluation des immobilisations. Les provisions pour risques et charges enregistrent une baisse de FCFA 143 M. Elles sont composées :
- *d'engagements sociaux : IFC (FCFA 1 169 M), médailles (FCFA 227 M) ;*
- *de litiges en cours : FCFA 293 M ;*
- *d'autres risques généraux : FCFA 946 M ;*
- *de risques fiscaux : FCFA 80 M ;*
- *de provision pour exécution des engagements par signature (EPS) : FCFA 192 M ;*
- *de provision pour risques et charges : FCFA 837 M.*

Note 12 – Comptes créditeurs de la clientèle

Libellé	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Bons de caisse	6 216	5 751
Comptes à terme	14 863	20720
Dettes rattachées aux CAT	115	242
Comptes créditeurs des particuliers et professionnels	47 209	53 989
Comptes courants créditeurs des entreprises	131 949	154 699
Comptes d'épargne	77 795	78 056
Comptes d'épargne à régime spécial	2 000	2 000
Dettes rattachées au compte d'épargne à régime spécial	0	107
Autres sommes dues à la clientèle	32 196	35 224
TOTAL	**312 343**	**350788**

Les autres sommes dues à la clientèle sont constituées des comptes bloqués pour FCFA 25 231 M dont FCFA 20 141 M pour les comptes des sociétés en formation, des avoirs en cours de prescription pour FCFA 3 735 M, des dispositions à payer pour FCFA 1 836 M et des cantonnements sur saisie attribution des créances pour FCFA 3 149 M.

Note 13 – Comptes exigibles après encaissement

Ce poste enregistre le montant des valeurs (chèques, effets) reçues de la clientèle et des correspondants, pour lesquelles la contrepartie ne sera mise à leur disposition qu'après encaissement. Au 31 décembre 2013, les valeurs reçues des correspondants pour encaissement s'élèvent à FCFA 7 980 M, contre FCFA 4 861 M au 31 décembre 2012. Soit une augmentation de 64%.

Note 14 – Opérations interbancaires et trésorerie (passif)

Ce poste comprend les soldes des comptes à terme des établissements financiers. On y retrouve également les soldes des comptes Nostri à vue ouverts auprès des banques associées (AWB), ainsi que les soldes créditeurs des comptes Lori ouverts aux banques et établissements financiers dans les livres de la banque. La baisse de 24% est consécutive à une opération à terme arrivée à échéance au cours de la période sous revue.

Note 15 – Comptes de régularisation et divers passif

Les Créditeurs divers comprennent les impôts et taxes à verser à l'Etat pour FCFA 5 024 M FCFA (dont 4 310M FCFA de solde de l'impôt sur le résultat de l'exercice), des sommes à reverser aux organismes d'assurance et de sécurité sociale, au titre des primes collectées 1 619 M FCFA.

Libellé	31 Décembre 2012	31 Décembre 2013
Débiteurs divers	803	1 189
Charges comptabilisées d'avance	808	613
Produits à recevoir	418	557
Succursales et agences locales	1 027	3 236
TOTAL	**3 056**	**5 595**

Les charges à payer concernent les appointements et les indemnités pour congés du personnel, des indemnités et primes diverses, le solde des frais d'assistance technique, des honoraires et des frais de maintenance informatique.

Les opérations entre Succursales et agences locales comprennent pour l'essentiel les opérations de trésorerie (opérations SYGMA) dont le dénouement s'effectuera en début janvier 2014, pour FCFA 1 149 M FCFA. Y figurent également les soldes des comptes de compensation pour FCFA 3 246 M.

Note 16 – Hors Bilan

Le hors bilan comprend pour l'essentiel les engagements par signature données et les garanties reçues.

Les engagements donnés en faveur de la clientèle enregistrent une baisse de 11%. Ils comprennent :

- ***les acceptations pour FCFA 120 M ;***
- ***les garanties de remboursement de crédits FCFA 3 147 M ;***
- ***les ouvertures de crédits confirmés pour FCFA 5 516 M ;***
- ***les cautions et avals pour FCFA 82 028 M.***

Les engagements donnés en faveur des intermédiaires financiers connaissent une baisse de 23%, ils passent de FCFA 4 631 M au 31/12/2012 à FCFA 3 503 M.

Les garanties reçues de la clientèle baisse de 18% et se chiffrent au 31 décembre 2013 à 360 551 M FCFA contre 438 336 M au 31 décembre 2012.
Les engagements reçus des intermédiaires financiers enregistrent une augmentation de 4%. Il s'agit des garanties reçues en couverture de crédits par caisse et d'EPS, à savoir respectivement de FCFA 11 411 M et FCFA 7 216 M.

Note 17 – Soldes caisses GAB

Les comptes « chargement GAB » et « déchargement GAB » présentent respectivement les soldes de FCFA 554 M et FCFA 122 M au 31 décembre 2013, alors qu'ils devraient être nuls au vu du schéma de comptabilisation selon lequel ces comptes servent uniquement de transition entre la caisse espèces et la caisse GAB.

Toutefois, les travaux engagés sur ces comptes par une « Task Force » n'ont révélé aucune soustraction de fonds. La banque est consciente du risque associé, maîtrise les causes des différents suspens et cherche les moyens de les résorber plus rapidement. Notons néanmoins que les suspens de ces comptes ont sensiblement diminué entre le 30/06/2013 (où ces comptes présentaient respectivement le solde de FCFA 2 069 M et FCFA 320 M) et le 31 décembre 2013.

Note 18 – Compte de liaison

Deux comptes de liaison présentant globalement un solde créditeur de FCFA 1 312 M, n'ont pas été analysés au 31 décembre 2013. Un plan d'action a été établi en juin 2013 pour procéder à l'analyse de ces comptes, mais n'a pas été mis en œuvre. Les dispositions seront prises en 2014 pour que des analyses régulières soient effectuées.

Note 19 – Respect des ratios prudentiels

Tout au long de l'exercice, les ratios prudentiels ont été respectés à l'exception des mois et pour les ratios suivants :

- ***position de change (en euro) : janvier***
- ***position de change (en USD) : juin***
- ***position de change sur l'ensemble des devises : septembre***

Note 20 – Nomination d'un Administrateur indépendant

La banque ne dispose pas d'un administrateur indépendant tel que requis par le règlement CEMAC relatif au gouvernement d'entreprise entré en vigueur en octobre 2008. Ce règlement prévoit entre autres que le Conseil d'administration doit comprendre un administrateur indépendant (article 9). Des actions ont été entreprises par la Banque en vue de procéder à la nomination d'un administrateur indépendant.

Toutefois, le groupe étudie la possibilité d'avoir un administrateur indépendant qui soit d'un autre pays. La procédure devrait être finalisée au courant de l'année 2014.

Note 21 – Agrément du Directeur Général Adjoint

L'agrément du Directeur Général Adjoint qui était encore attendu au 31 décembre 2012, a été

obtenu au cours de l'exercice 2013.

Note 22 – Plan de continuité des activités non mis à jour

Le règlement COBAC R-2008/01 portant obligation d'élaboration par les établissements de crédit d'un plan de continuité de leurs activités préconise la mise en œuvre d'approches appropriées permettant une gestion adéquate de la continuité d'activités.

Au 31 Décembre 2013, ce plan n'est pas à jour ; il ne tient pas compte des récentes évolutions de la banque (ouvertures de nouvelles agences, rachat des parts de la société par le Groupe Attijariwafa Bank, etc). Le volet local portant sur la continuité d'exploitation dans les agences sera mis à jour en 2014. Le plan de continuité sur le volet « core banking » existe au niveau du Groupe.

COMPTES DE RESULTATS AU 31 DECEMBRE 2013

Note 23 – Produits bancaires (hors revenus titrisation)

Les produits bancaires sont constitués des intérêts sur opérations bancaires, des commissions sur services bancaires et des intérêts rémunérant les comptes ouverts auprès des correspondants étrangers. Ils s'élèvent à FCFA 36 497 M au 31 décembre 2013, contre FCFA 31 651 M au 31 décembre 2012. Soit une progression de FCFA de 4 846 M en valeur absolue, représentant 15% en valeur relative.

Les intérêts sur opérations bancaires ont progressé de 7%, passant de FCFA 17 865 M à FCFA 19 097 M, en ligne avec la progression des encours de crédits à la clientèle. En effet, ces derniers ont augmenté de FCFA 26 304 M, soit 13% par rapport à décembre 2012.

Les commissions sur services bancaires connaissent elles aussi une forte progression et s'établissent à FCFA 17 383 M, contre FCFA 13 770 M en 2012. Soit une augmentation de FCFA 3 613 M en valeur absolue équivalent à 26% en valeur relative. Aidées en cela par l'augmentation des commissions de change (FCFA 2 018 M), des commissions sur cartes monétique (FCFA 174), des commissions de dossiers sur crédits par caisse (FCFA 83 M), ainsi que des commissions liées aux opérations d'engagements par signature (FCFA 96 M).

Les commissions sur opérations de marché ont également contribué à cette amélioration. Elles se chiffrent à FCFA 2 876 M, contre FCFA 2 069 M . Soit une augmentation de FCFA 807 M en valeur absolue, représentant 39% en valeur relative . Cette embellie trouve sa justification dans la nouvelle impulsion donnée à cette activité au cours de la période sous revue. SCB Cameroun a

occupé le devant de la scène sur deux importantes opérations d'émission d'emprunts obligataires mises en œuvre par les Républiques du Tchad et du Cameroun. Objectif largement atteint selon les prévisions budgétaires.

Note 24 – Charges bancaires

Les charges bancaires sont des intérêts servis aux clients sur les comptes rémunérés, des commissions bancaires versées, des intérêts sur les opérations de trésorerie et des charges sur opérations bancaires diverses. Elles ont progressé de 15%. Résultat de la croissance des ressources rémunérées. Notamment les dépôts à terme qui ont progressé de 39% par rapport à leur niveau du 31 décembre 2012.

Note 25 – Marge bancaire nette (y compris revenus titrisation)

Elle s'établit à FCFA 33 372 M contre FCFA 28 956 M l'exercice précédent. Soit une hausse de 15%, représentant FCFA 4 416 M.

La marge nette d'intérêt s'établit à FCFA 15 279 M contre FCFA 14 168 M en 2012, soit une hausse de 8% (FCFA 1 111 M).
Les commissions nettes s'élèvent FCFA 15 085 M contre FCFA 12 531 M l'exercice précédent, en augmentation de 20% (FCFA 2 554 M).

Note 26 – Frais généraux hors amortissements

Les frais généraux hors amortissements, s'élèvent à FCFA 17 659 M. En hausse de 15% par rapport 2012. Cette situation est marquée par une augmentation (7%) des frais de personnel et des charges d'exploitation. Ces dernières connaissent une hausse de 24%, justifiée par la transformation du système d'information et subsidiairement par le programme d'extension du réseau commercial.

Note 27 – Dotations aux amortissements

Les dotations aux amortissements se chiffrent à FCFA 1 963 M contre FCFA 2 521 M l'exercice dernier. Soit une baisse de 22%, qui se justifie par la comptabilisation en 2012, des amortissements relatifs au supplément de dotations aux amortissements liés à l'exercice 2011, résultat de la réévaluation des immobilisations.
Globalement, les frais généraux augmentent de 10%.

Note 28 – Résultat brut d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation s'établit à FCFA 13 750 M au 31 décembre 2013 contre FCFA 11

109 M au 31 décembre 2012, en progression de FCFA 2 641 M, soit 24%.

Note 29 – Reprises d'amortissements

Les reprises d'amortissements ont été faites en vue de compenser les dotations supplémentaires relatives aux suppléments générés par les immobilisations précédemment réévaluées. La baisse (57%) provient de ce qu'en 2012, les reprises d'amortissement comprenaient celles liées à l'exercice 2011.

Note de 30 – Dotations nettes aux provisions

Le coût du risque est en baisse par rapport à décembre 2012. En effet, les dotations nettes aux provisions sont de FCFA 1 533 M contre FCFA 2 668 M enregistrés en 2012.

Note 31 – Résultat exceptionnel

Il est positif et se chiffre à FCFA 98 M contre une perte de FCFA 166 M l'exercice dernier. Les profits exceptionnels représentent les ristournes (FCFA 173 M) reçues des compagnies d'assurances. Les pertes sont essentiellement constituées des faibles soldes (FCFA 116 M) des comptes sans mouvements fermés sur décision de la banque.

Note 32 – Transformation du système d'information

Au cours de la période qui nous intéresse, SCB a procédé au cours de la première décade du mois de février 2013, au changement de son système d'information. Passant de ISBA à DELTA Bank. Les données comptables ayant servi pour l'établissement des états financiers examinés plus haut, ont été produites sous ce nouvel outil.

Note 33 – Changement de méthode

Le changement de système d'information a entraîné le changement de méthode d'inventaire en ce qui concerne les matières telles que les DAT, les BDC, les comptes d'épargne, les comptes courants arrêtés trimestriellement et les prêts amortissables.
En effet, il existe deux méthodes comptables d'enregistrement des intérêts courus : La première qui consiste à incrémenter chaque période des intérêts nés dans la période ; la seconde qui consiste à extourner en début de période les intérêts courus antérieurement comptabilisés, et de passer en fin de période l'intégralité des intérêts courus depuis le début de l'exercice. Dans le cadre du changement de système d'information, la première méthode a été abandonnée au profit de la seconde, avec cette spécificité dans Delta, que l'opération d'extourne est effectuée en fin de période.

4

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Rapport Général des Commissaires aux Comptes 44

Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes 46

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
Exercice clos le 31 Décembre 2013

Aux Actionnaires de la SCB Cameroun

Mesdames, Messieurs,
En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013 et portant sur :

• l'audit des comptes annuels de la Société Commerciale de Banque Cameroun S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport faisant ressortir une situation nette de FCFA 32 721 millions, y compris le résultat net bénéficiaire de l'exercice d'un montant de FCFA 8 489 millions;

• les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les états financiers annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration de votre Banque. Il nous appartient sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers annuels.

I - OPINION SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Nous avons effectué notre audit suivant les normes de la profession applicables au Cameroun et des dispositions émises par la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC). Ces normes requièrent la mise en oeuvre des diligences permettant d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après:

Nous certifions que les états financiers annuels, établis conformément aux principes comptables généralement admis au Cameroun, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause notre opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points mentionnés dans les notes 17 et 18 des annexes aux états financiers.

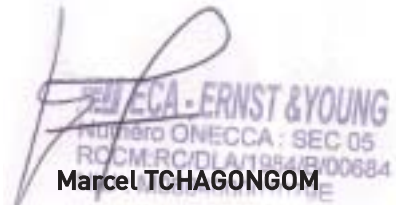
II - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession applicables au Cameroun, aux vérifications spécifiques prévues par la loi. En application de ces dispositions, nous attirons votre attention sur les notes 20, 21 et 22 des annexes aux états financiers relatives à la conformité réglementaire et la note 19 relative aux exceptions au respect des ratios prudentiels de la COBAC pour la période allant du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2013.

A l'exception de l'impact éventuel de l'information contenue dans les notes annexes énoncées ci-avant, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels.

Les Commissaires aux Comptes

ECA-ERNST & YOUNG CAMEROUN



Marcel TCHAGONGOM
Expert-comptable agréé CEMAC

DELOITTE & TOUCHE AFRIQUE CENTRALE

Nemesius MOUENDI MOUENDI
Expert-comptable agréé CEMAC

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
Exercice clos le 31 Décembre 2013

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées et sur les rémunérations exceptionnelles versées aux administrateurs.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle des conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisées, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé.

Il vous appartient, selon les termes de l'article 440 de l'acte uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

I - LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

1.1 Conventions autorisées au cours de l'exercice

Il nous a été donné avis des conventions suivantes ratifiées au cours de l'exercice 2013 et visées à l'article 438 de l'Acte uniforme OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du GIE :

1.1.1 Convention de services avec ATTIJARI IT AFRICA

Nature et objet :
Convention de fourniture de services informatiques signée le 25/04/2013 entre Attijari IT Africa et SCB Cameroun (hébergement des plateformes informatiques, mise à disposition des plateformes de production et de backup, maintenance éditeurs, exploitation et supervision des applications, administration technique, service desk et support technique /fonctionnel).

Modalités :
Les tarifs des services sont fixés pour une année donnée et sont révisées annuellement en janvier. Ces tarifs sont présentés en annexe
1 de la convention. Le montant prévisionnel des prestations de l'année N+1 est défini en concertation avec la SCB Cameroun et facturé trimestriellement.

Charges comptabilisées :
N'ayant reçu aucune facture de Attijari IT Africa au cours de l'exercice 2013 au titre de cette convention, la charge a été provisionnée.

1.1.2 Convention d'assistance avec ATTIJARI AFRICA

Nature et objet :
Convention d'assistance technique signée entre Attijari Africa et la Société Commerciale de Banques Cameroun le 15/02/2013

Modalités :
Attijari Africa apporte à la SCB Cameroun à la demande de celle-ci, les moyens procurés par son réseau mondial et l'appui technique de ses structures opérationnelles et fonctionnelles dans les domaines suivants :

- *Risque de crédit ;*
- *Ressources humaines ;*
- *Marchés et développement.*

Les services rendus sont rémunérés par unité d'oeuvre conformément à l'annexe 1 de la convention.

Charges comptabilisées :
Les charges comptabilisées à ce titre au cours de l'exercice 2013 s'élèvent à FCFA 289 millions.

1.2 Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice

En application de l'article 440 de l'Acte uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons été informés que l'exécution de la convention suivante, approuvée au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice 2013 :

1.2.1 Convention avec l'Etat du Cameroun, Administrateur de votre Société

Nature et objet :

Convention du 23 juillet 1996 relative à l'apurement de la dette de l'Etat vis-à-vis de la Société Commerciale de Banque Cameroun (créance titrisée).

Modalités :

La convention de consolidation des dettes de l'Etat Camerounais vis-à-vis de la Société Commerciale de Banque (SCB) Cameroun a été signée le 23 décembre 1993.

Le 23 juillet 1996, cette convention a été remplacée par une nouvelle consolidation, qui transformait les créances consolidées sur l'Etat camerounais en obligations ordinaires du Trésor d'un montant total de FCFA 45 359 millions dont :

- *F CFA 22 672 millions pour les obligations dont la maturité était de 12 ans ;*
- *F CFA 22 679 millions pour les obligations dont la maturité est de 30 ans.*

Le solde de cette créance titrisée au 31 décembre 2013 s'élève à FCFA 22 679 millions représentant la tranche à 30 ans dont l'échéance est prévue en 2026.

La créance titrisée est rémunérée à un taux égal au coût annuel moyen des ressources bancaires majoré de 1,25%.

Produits comptabilisés :

Les intérêts comptabilisés en 2012 s'élèvent à FCFA 613 millions.

II- LES REMUNERATIONS EXCEPTIONNELLES VERSEES AUX ADMINISTRATEURS

Nous vous informons, conformément à l'article 432 de l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, que nous n'avons pas eu connaissance des rémunérations exceptionnelles pour des missions et mandats confiés aux administrateurs, ni de remboursements de frais et dépenses engagés dans l'intérêt de la société.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de notre profession applicables au Cameroun. Ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Les Commissaires aux Comptes

ECA-ERNST & YOUNG CAMEROUN

Marcel TCHAGONGOM
Expert-comptable agréé CEMAC

DELOITTE & TOUCHE AFRIQUE CENTRALE

Nemesius MOUENDI MOUENDI
Expert-comptable agréé CEMAC

SCB Cameroun

1er Réseau Bancaire du Cameroun

- Agences
- GAB* & DAB**

**DAB : Distributeur Automatique de Banque

*GAB : Guichet Automatique de Banque

VISA WESTERN UNION WU

disponibles dans toutes les agences

www.scbcameroun.net

SCB Cameroun

SCB infos : 8201

Service Client : +237 33 43 53 53

Email : contact_commercial@scbcameroun.com

Réseau SCB Cameroun

SCB Cameroun

SIÈGE SOCIAL
220, Avenue Mgr VOGT
BP 700 Yaoundé
Tél : 222 22 89 31 (Secrétariat Siège Yaoundé)
222 22 88 99 (Standard)
Fax : 222 22 88 05
Télex : CRELYCAM 88213 KN et 88248 KN

DIRECTION GÉNÉRALE
530, Rue Roi George
BP 300 Douala
Tél : 233 43 54 02 (Secrétariat DG)
233 43 54 00 / 33 43 53 00 (Standard)
Télex : CRELYCAM 55 208 KN et 56032 KN

LES AGENCES

DOUALA

BONANJO
Tél : 233 43 53 41
Fax : 233 43 54 15

LIBERTE
Tél : 233 43 01 36
Fax : 233 42 08 54

NDONGBONG
Tél : 233 41 30 42
Fax: 233 41 30 42

BONAMOUSSADI
Tél : 233 47 89 22
Fax : 233 47 89 18

BONABERI
Tél : 233 39 33 84
Fax : 233 43 53 23

BANQUE PRIVEE DLA
Tél : 233 43 54 56
Fax : 233 43 53 36

BONAKOUAMOUANG
Tél : 233 42 61 74

BESSENGUE
Tél : 233 41 51 20

CARREFOUR ANATOLE
Tél : 233 42 21 32
Fax : 233 42 21 45

CENTRE D'AFFAIRES DLA
Tél : 233 43 53 41/ 233 43 53 39

BONAMIKENGUE
Tél : 233 42 23 15
Fax : 233 42 23 18

BONAPRISO
Tél : 233 42 27 92 / 233 42 27 95

CITE DES PALMIERS
Tél : 233 37 01 06 / 233 37 01 07

DAKAR
face Clinique "le Suivi"

YAOUNDÉ

VOGT
Tél : 222 22 89 32
Fax : 222 22 88 07

KENNEDY
Tél : 222 22 89 51
Fax : 222 22 44 38

DELTA
Tél : 222 22 03 78
Fax : 222 22 88 49

BANQUE PRIVEE YDE
Tél : 222 22 88 34
Fax : 222 22 88 32

MOKOLO
Tél : 222 22 88 22
Fax : 222 22 88 89

BIYEM-ASSI
Tél : 222 31 08 13

EKOUNOU
Tél : 222 30 52 46
Fax : 222 30 52 66

ESSOS
Tél : 222 22 53 13
222 22 75 02

MARCHE CENTRAL
Tél : 222 22 58 65
Fax : 222 22 83 59

CENTRE D'AFFAIRES YDE
Tél : 222 2 89 28

ETOUDI
Tél : 222 21 86 15

HOTEL DE VILLE
Tél.: 222 22 88 30

NSAM
Au carrefour Nsam

AUTRES VILLES

BAFOUSSAM
Tél : 233 44 27 06
Fax : 233 44 13 66

EDEA
Tél : 233 46 48 62
Fax : 233 46 44 82

LIMBE
Tél : 233 33 23 38
Fax : 233 33 22 72

GAROUA
Tél : 222 27 14 86
Fax : 222 27 23 16

MAROUA
Tél : 222 29 10 96
Fax : 222 25 19 64

NGAOUNDERE
Tél : 222 25 11 09
Fax : 222 25 19 64

EBOLOWA
Tél : 222 28 30 24
Fax : 222 28 39 51

BUEA
Tél : 233 32 21 53
Fax : 233 32 31 55

NKONGSAMBA
Tél : 233 49 10 24

KUMBA
Tél : 233 35 53 24
Fax : 233 35 53 22

BAMENDA
Tél : 233 36 19 01
233 36 20 21

FOUMBOT
Tél : 233 44 70 03
Fax : 233 44 70 25

OBALA
Tél : 222 32 00 74
Fax : 222 32 00 75

GUIDER
Tél : 222 27 55 57
Fax : 222 27 55 56

YAGOUA
Tél : 222 29 64 34
Fax : 222 29 64 33

KOUSSERI
Tél : 222 29 47 76
222 28 46 38

MEIGANGA
Vers Rond Point du Campement

BERTOUA
Tél : 222 24 11 88
222 24 22 88
222 24 22 89

AMBAM
Tél.: 222 28 25 50
222 28 25 55
222 28 25 60

KRIBI
Tél : 233 46 10 75
233 46 10 71

SANGMELIMA
Tél : 222 28 92 89
222 28 92 88

MBOUDA
Axe Bafoussam-Bamenda

BAFANG
Immeuble Kadji

SCB Cameroun